

Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse
Herausgeber: La Croix-Rouge suisse
Band: 88 (1979)
Heft: 5

Artikel: L'aide aux Indiens du Paraguay et de Bolivie
Autor: Valiente, Manucho
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-683687>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'aide aux Indiens du Paraguay et de Bolivie



Dans un précédent article (voir Revue «Croix-Rouge suisse» No 1 1979), nous avons déjà évoqué les trois grands projets d'aide aux Indiens d'Amérique latine auxquels la Croix-Rouge apporte son assistance médicale. Cette lettre que nous publions aujourd'hui n'a pas été écrite par un Indien mais toutes les données sont exactes et reflètent parfaitement les réactions des Indiens de la tribu «Paï-Tavytera».

Manucho Valiente écrit à l'homme blanc qui, en Occident, a reçu de l'argent de ses frères européens pour venir aider les Indiens de sa tribu:*

Tu es venu deux fois dans notre village. Nous n'avons rien contre. Une fois même, nous t'avons laissé dormir ici, nous t'avons donné un peu à manger et nous avons bu avec toi. Nous t'avons permis de nous rendre visite mais nous voulions savoir pourquoi tu venais. Tu n'es pas des nôtres. Ta peau est blanche et tu parles très mal notre langue. On nous a répondu que tu voulais nous aider et que grâce à toi arrivait l'argent qui permettrait d'acheter des médicaments pour nous et nos enfants. Bien que nous ne comprenions pas pourquoi tu nous donnes à nous cet argent,

Lettre d'un Indien du Paraguay

nous voulons bien croire ce qu'on nous a expliqué. Mais nous tenons à te dire ceci:

Tu n'as pas besoin d'être fier de ton argent. En aucun cas, il te donne des droits sur nous. Ce qui se passe ici et ce qu'il adviendra de nous, nous seuls en décidons. C'est bien que tu veuilles nous aider mais n'oublies pas qui prend les décisions ici. Si tu n'es pas d'accord, nous ne voulons pas de ton aide bien que nous en ayons besoin, car beaucoup parmi nous sont malades et nos enfants sont en danger de mort. Tu peux certes comme beaucoup d'autres avant toi faire exécuter contre notre volonté un plan «pour notre bien» et tu peux même consacrer avec des compatriotes trois ou six années de ta vie à nous aider. Mais si tu travailles par-dessus nos têtes, tu ne nous aides pas vraiment. Ton aide ne peut être efficace que si nous sommes d'accord avec le but que tu poursuis. Les autres qui sont venus avant toi et dans d'autres villages auraient pu s'épargner beaucoup de travail et d'argent s'ils l'avaient remarqué. Le fait que tu portes des chaussures, que tu as de l'argent et que tu sais écrire ne veut pas dire que tu en

sais plus que nous. Au contraire: ici, chez nous, dans notre monde, nous en savons plus et il est préférable de nous écouter avant de décider de la façon dont tu vas nous aider. Nous remarquons tout de suite si quelqu'un veut vraiment nous aider ou s'il y a d'autres motifs derrière cette bienveillance. Nous remarquons toujours si quelqu'un nous méprise au fond de lui-même, même s'il ne le montre pas. Et nous remarquons tout de suite si tu nous écoutes vraiment ou si tu penses que nous valons moins que toi, que nous sommes de «pauvres diables pas civilisés». N'oublies pas que ton peuple est civilisé à sa manière et que notre peuple l'est également à sa façon. Chez vous, être civilisé signifie par exemple que vous savez écrire. Chez nous pas. Pour le moment, la plupart d'entre nous n'ont pas besoin de savoir écrire pour pouvoir vivre à notre façon. Tu te rends donc ridicule si tu nous regardes de haut parce que nous ne savons pas écrire. Si tu es d'accord avec ce que je dis, ton aide nous sera utile, car, comme tu as pu le voir, cela va mal pour nous. Beaucoup ont été maudits par leurs ennemis personnels

et cette malédiction les a rendus gravement malades. Vous appelez cette malédiction mortelle «tuberculose». Seul notre Dieu peut conjurer le maléfice et empêcher la mort. Notre médecin ne peut rien pour nous, car nous n'avons aucune plante médicinale qui agisse sur cette maladie. Tu dis que vos médecins auraient un médicament. Tu affirmes même qu'il existe un autre moyen qui empêcherait que l'on soit atteint par cette malédiction. Vous appelez cela «vaccin». Je te crois presque. En tout cas votre procédé ne semble pas faire de mal. J'ai même vu un habitant du village se délivrer de cette malédiction bien qu'il ait pris votre médicament. Notre Dieu a conjuré la malédiction et il ne semble pas être contre votre remède. Comme tu l'as remarqué, tous ne pensent pas comme moi. Ils ne croient pas à l'utilité de votre médicament. Notre religion nous enseigne qu'aucun étranger n'a le pouvoir de conjurer cette malédiction. S'ils sont malades, ils refuseront ta médecine et ne se feront pas vacciner. Tu ne dois pas les obliger à accepter ton aide. Si tu veux les obliger, tu fais preuve de mépris à l'égard de notre religion et de notre manière de vivre. Dans ce cas, tu ne serais plus toléré ici. Il faut attendre. Peut-être qu'avec le temps les médecins et les infirmiers gagneront la confiance des gens. S'ils ont confiance, ils finiront par prendre l'un ou l'autre des médicaments. Bien sûr, nous avons notre propre médecine à base de plantes qui ne nous coûte rien mais elle est impuissante à guérir les maladies des Blancs telles que la rougeole qui décime nos enfants. Il y a deux ans, quatorze enfants sont morts ici en quelques jours. Tout d'un coup, presque la moitié de nos enfants n'était plus là. Nous avons entendu dire que vous aviez un vaccin contre la rougeole. Si tu parles patiemment avec les gens et s'ils savent exactement ce qu'est un vaccin, qu'ils n'ont plus peur de la piqûre, ils laisseront peut-être vacciner leurs enfants. Et si nos enfants sont protégés de la rougeole, c'est déjà beaucoup. Mais prends ton temps! Si tu fais vacciner les gens sans qu'ils comprennent ce qu'il leur arrive et sans qu'ils soient vraiment d'accord, tu perdras leur confiance et lorsque tu reviendras la fois suivante, ils resteront à la maison: tu ne les verras même pas. Nous avons besoin d'aide mais nous ne nous laissons rien imposer. Nous

sommes prêts à accepter l'aide que nous voulons, une aide qui est en accord avec notre façon de vivre et qui ne détruit pas notre civilisation. Si notre monde est détruit, notre peuple mourra et aucun médecin ne pourra empêcher cette mort...

* Le nom est espagnol. Avec les étrangers, les Indiens se donnent des noms espagnols, car leur véritable nom, d'origine religieuse, ne peut être utilisé qu'exceptionnellement en face d'étrangers à la tribu.

Laissons à M. Benno Glauser, délégué de la CRS en Amérique latine et coordinateur des trois projets au Paraguay et en Bolivie qui connaît bien la mentalité des Indiens, commenter cette lettre dont il est l'auteur: «Ce sont des paroles dures qui peuvent peut-être choquer certaines personnes en Suisse où l'on entend souvent dire que le déshérité doit se montrer reconnaissant de l'aide qu'il reçoit et qu'il n'a pas à revendiquer. Et cependant les exigences formulées avec dureté et clarté par les Indiens correspondent à l'esprit dans lequel notre aide doit être apportée: humanité et respect de la dignité de celui qui souffre. Cette lettre exprime sans ambiguïté les limites de l'efficacité de notre aide: sans l'approbation de notre aide, notre action n'a aucune chance de réussir. Ces Indiens sont peut-être un exemple extrême de cette volonté

d'affirmation de soi. Les Indiens Paï Tavytera savent exactement ce qu'ils veulent et savent aussi l'exprimer clairement. Mais ne sont-ils pas représentatifs de tous ceux qui en raison de leur situation ont perdu leur identité et n'ont pas la possibilité de s'exprimer?»

La présence d'un délégué de la Croix-Rouge en Bolivie et au Paraguay comme personne de confiance et lien entre les trois projets s'est révélée indispensable au cours des deux dernières années. Les deux projets «indiens» au Paraguay sont en bonne voie. C'est la raison pour laquelle M. Benno Glauser, qui a déjà fait un travail remarquable auprès des Indiens du Paraguay, se trouve depuis janvier 1979 à l'est de la Bolivie où le projet Izozeno connaît quelques difficultés. De passage à Berne, M. Benno Glauser a bien voulu répondre à nos questions.

Comment est le climat en Bolivie?

B. Glauser: La plupart du temps, très chaud. En été, on a même une moyenne de 45 °C. Il y a toujours beaucoup de vent qui souffle le sable. Le sable s'étend partout et tout est très sec. L'eau est rare. Les collaborateurs boliviens ne sont pas des Indiens. Ils ont également un mode de



Au Paraguay, les Indiens n'ont des contacts avec les Blancs que depuis une dizaine d'années et ont un genre de vie plus primitif qu'...

Photo A. Wenger

vie très simple mais très dur. Ils n'ont pas de temps libre, pas de distraction, pas de contact avec les Indiens.

Comment se présentent les perspectives d'avenir?

B. G.: Au premier abord, les chances de réussite sont minimes tant sont grandes les difficultés. Le succès dépend avant tout de l'amélioration de la situation économique. Lorsque les gens auront la possibilité de se nourrir de façon plus équilibrée, leur résistance face aux maladies augmentera également et par la même la situation médicale deviendra meilleure. C'est un secteur qui n'est pas le nôtre mais que nous ne devons pas négliger. Nous sommes en train d'organiser un projet économique de façon qu'une autre organisation puisse y travailler.

Etes-vous soutenu par le gouvernement bolivien?

B. G.: Je crois que nous avons le soutien ou du moins l'approbation du gouvernement. Il s'agit d'obtenir plus de terres cultivables, d'eau, et de créer des possibilités afin d'être moins dépendant de l'extérieur (moissons chez les propriétaires et endettement).

Est-ce que les gens en ville n'achètent pas ces terres à l'Etat?

B. G.: En effet les terres qui ne sont pas privées sont des terres fiscales que l'on peut acheter à bas prix. L'Etat les vend sans tenir compte des intérêts des communautés d'Indiens. Il faudrait que l'Etat prenne conscience du problème indien.

Avez-vous des contacts avec les milieux gouvernementaux?

B. G.: Il est possible d'en avoir. Il s'agit avant tout que les représentants du gouvernement central et des gouvernements locaux s'intéressent aux problèmes régionaux. Certes la capitale régionale n'est qu'à 300 km mais personne là-bas ne s'est jamais intéressé à la situation réelle des gens. Un projet économique ne serait donc pas superflu mais nous ne pouvons pas le faire nous-mêmes. Une autre condition essentielle est la façon dont nous travaillons: Il ne faut pas avoir l'air d'imposer un programme tout fait, car sinon les gens restent passifs, rejettent toute responsabilité et deviennent dépendants. Nous devons faire en



... en Bolivie, où les Indiens ont des contacts avec la civilisation occidentale depuis trente à quarante ans.

Photo V. Christen

sorte que les choses viennent des Indiens eux-mêmes. Lorsque les gens proposent une mesure, il faut tout mettre en œuvre pour les aider à la réaliser. Il ne faut pas oublier que notre mission consiste à travailler avec la population et à partir ensuite. Après notre départ, il ne devrait plus subsister de dépendance. Les Indiens devraient être capables de régler eux-mêmes leurs problèmes.

Avez-vous l'impression que les Indiens seront capables de continuer seuls?

B. G.: Oui, si on leur laisse à disposition un minimum de moyens. Bien sûr, ils ont besoin d'une aide extérieure, car la situation est si désespérée qu'ils ne peuvent s'en sortir seuls.

Ne devra-t-on pas, par la suite, disons après cinq ans, continuer à les aider?

B. G.: C'est possible. Mais si nous faisons beaucoup maintenant, ils pourront mieux se débrouiller par la suite. Ces Indiens ont une structure politique qui continue de fonctionner de façon directe et très démocratique, mais cela n'a rien à voir avec nos conceptions occidentales de la démocratie.

Est-ce que tous peuvent participer, jeunes, vieux, hommes et femmes?

B. G.: Les gens participent quand ils sont directement concernés. Quand il

faut prendre une décision, le problème est d'abord discuté en famille. Et la femme a un rôle déterminant, car ces Indiens vivent selon le système matriarcal: au moment du mariage, l'homme va vivre dans le village de la femme de sorte que la femme constitue l'élément le plus stable. La stabilité est encore renforcée par le fait que la plupart des hommes restent absents durant six mois de l'année. Les femmes influencent donc la décision dans la famille. Ensuite les hommes se retrouvent à l'assemblée politique. Mais en réalité, on ratifie à l'assemblée une décision qui a déjà été prise ailleurs. Au cours de l'assemblée qui dure à peu près une heure, on y expose les différents points de vue et l'on prend la décision d'un commun accord. Si l'on ne parvient pas à un accord, l'assemblée est ajournée et le processus de décision recommence.

Comprenez-vous la langue?

B. G.: Un peu. Mais ce n'est pas une langue indo-européenne et elle est difficile à apprendre pour quelqu'un qui n'est pas toujours sur place. En effet, je suis souvent à Asunción et à Santa Cruz. Mais la plupart des hommes parlent un peu l'espagnol, les femmes plus jeunes également à cause de l'école. Il y a des écoles d'Etat dans presque tous les villages et la situation est la suivante: les maîtres d'école viennent en général d'ailleurs et ne

parlent pas le guarani. Les enfants qui vont à l'école ne parlent pas l'espagnol. Je ne sais pas comment ils font. La scolarité obligatoire dure quatre ou cinq ans.

Les conditions de vie sont-elles partout les mêmes?

B. G.: Je crois. Il y a des communes qui sont plus éloignées que d'autres de l'hôpital mais pour le reste, les conditions sont les mêmes.

Y a-t-il une grande différence avec le Paraguay?

B. G.: Tous les Indiens appartiennent à la même unité ethnique mais il s'agit ici d'une autre tribu avec une autre histoire. Leur civilisation est la même, la langue aussi, c'est une sorte de dialecte. Le contact avec les Blancs a été plus intensif, la dépendance économique également, de sorte que le mode de vie est quelque peu différent. Au Paraguay, les Indiens n'ont des contacts avec les Blancs que depuis huit à dix ans alors qu'ici les premiers contacts ont eu lieu il y a trente à quarante ans.

Vous avez parlé de transformation économique, mais n'est-ce pas très difficile de modifier les rapports de propriété?

B. G.: Cela devrait être possible d'acquérir de la terre encore libre, de mieux utiliser les ressources d'eau comme les fontaines profondes mais cela demande des investissements. Cela coûte de l'argent mais doit rester simple de façon que les gens puissent l'entretenir par la suite. Il faudrait également développer un programme économique simple qui leur permettrait d'ici un à deux ans de vivre de leurs produits et même d'en commercialiser une partie. Mais ce n'est pas facile, car il y a de fortes résistances politiques de la part des planteurs qui ont peur avec le temps de perdre leur main-d'œuvre.

Les Indiens continueraient-ils à travailler dans les plantations s'ils pouvaient faire autrement?

B. G.: Non, je ne crois pas, car l'exploitation est si forte que les Indiens n'iraient pas s'ils avaient d'autres possibilités. Par contre, les propriétaires terriens feront tout contre des mesures qui portent préjudice à leurs privilèges et risquent de leur faire

perdre leur main-d'œuvre bon marché.

Le résultat est donc très hypothétique?

B. G.: Il faudra en tout cas essayer et faire preuve d'une grande habileté politique. D'autres institutions ont déjà réalisé dans d'autres pays des programmes économiques dans des conditions analogues et ils ont réussi. La plupart des Indiens sont très conscients d'être plus exploités au Paraguay qu'ailleurs. Cela vient de la situation politique très stable au Paraguay qui connaît le même gouvernement depuis vingt-quatre ans et ne tolère ni opposition ni initiative d'aucune sorte, alors que la Bolivie change constamment de gouvernement, ce qui contribue à sensibiliser la population sur leur condition. On ne peut pas dire qu'ils soient vraiment «politisés», mais ils sont en tout cas très conscients de leur sort.

Avez-vous été bien accueilli ou les gens sont-ils méfiants?

B. G.: Non, les gens sont venus vers nous tout de suite. Nous avons discuté du projet avec les gens et leurs chefs sans rien décider et avons déjà tenu compte dans la phase initiale de notre projet de certaines idées de la population. C'est pour moi une condition

essentielle de réussite: il ne faut pas passer par-dessus la tête des gens.

Comment avez-vous été personnellement accueilli?

B. G.: Je suis arrivé avec l'ethnologue qui était déjà très connu et bien accepté, sinon cela n'aurait pas été si facile, car les gens ont déjà fait de mauvaises expériences avec une institution qui leur avait fait des promesses et n'a rien tenu. C'est pourquoi il existe une méfiance profonde à l'égard de tous les Blancs qui viennent. Mais je crois que nous sommes parvenus à rétablir la confiance.

Est-ce qu'il arrive que les Indiens chassent des Blancs ou les menacent?

B. G.: Non, cela ne peut arriver, car le caractère des gens est tel qu'ils évitent une confrontation directe. Ils n'en tiennent pas compte tout simplement. L'influence bolivienne est minime. La culture «Guarani» est très forte et a l'habitude d'assimiler des mœurs étrangères sans pour cela changer. C'est la même chose pour les religions importées par les missionnaires protestants et catholiques. Les Indiens acceptent de devenir «chrétiens», mais cela reste une couche de vernis qui ne change rien à leur nature profonde ni à leur religion d'origine. Comme cela tout le monde est content! ■



Paysage de Bolivie

Photo V. Christen